

Cela doit fournir des réflexions agréables aux citoyens anglais et canadiens, que les commis de Greenway ont défranchisés par lots, qu'on empêche d'avoir leur mot à dire dans le gouvernement de leur pays, quand ils voient que le droit dont ils ont été privés est libéralement et illégalement accordé à ces étrangers ignorants.

Cela doit être également agréable à ces citoyens libres du pays qui ont réussi à faire mettre leurs noms sur les listes, de constater que leur vote peut être annulé par les votes de ces étrangers illégalement mis sur les listes, qui, outre qu'ils doivent allégeance à un autre pays, ne connaissent rien de notre constitution, ni de nos lois et qui voteront dans le sens que leur indiqueront les employés du gouvernement qui les a importés et nourris et qui leur accorde des privilèges qui sont refusés aux Anglais et aux Canadiens.

D'après cet écrit, les citoyens de cette partie du pays redoutent de voir ces gens devenir électeurs sans connaître la constitution du pays, ni nos lois. En temps électoral, ils seront prêts à tout faire pour celui qui s'engagera à accomplir leurs désirs. Le journal "West", de Regina, disait le 15 juin dernier :

Le gouvernement a assurément reçu assez de preuves pour savoir que l'immigration qu'il se fait actuellement est très préjudiciable à la population du Nord-Ouest. Si nous ne lui avons pas donné assez de preuves pour l'en convaincre, nous devons renoncer à tout espoir d'y réussir, car il est impossible d'obtenir plus d'une minorité dans toute la population du Nord-Ouest pour condamner l'immigration des Galiciens et des Doukhoborts.

Les libéraux du Nord-Ouest—à l'exception des fonctionnaires et des rédacteurs de journaux payés pour défendre le gouvernement—sont aussi fortement opposés à cette importation en gros d'étrangers, que les conservateurs.

Il est impossible de trouver un libéral indépendant qui ne condamne pas ce que fait le gouvernement en ce moment. Même les députés libéraux s'élèvent vigoureusement contre cette politique.

Les méthodistes d'Alberta-nord, sont les derniers qui sont venus dénoncer les méthodes de Sifton.

Les résolutions qu'ils ont adoptées sont justes au point et complètement exemptes de tout esprit de parti. C'est une pure et simple condamnation de la conduite du gouvernement pour qu'il enlève les Galiciens de ce district dont ils sont le fléau et dont ils retardent les progrès.

C'est partout la même chose ; les colons de langue anglaise sont alarmés, et ils ont raison de l'être. Ils entendent les plus grands dangers pour l'avenir, et ils protestent sans relâche ; en effet, loin de s'apaiser par suite d'une connaissance plus intime avec ces étrangers, l'opposition que soulève leur présence semble aller grandissante.

Je passe maintenant à un journal publié, je crois, par l'honorable député d'Alberta (M. Oliver) qui appuie le gouvernement, en presque toute chose, mais assurément pas à l'égard de cette immigration. Il l'a toujours combattue, et vivant au milieu d'eux, il connaît la question. Le 2 février son journal publiait une lettre signée "Saxon" qui disait :

Monsieur,—Il est impossible de féliciter Alberta-nord au sujet de la statistique de l'immigration de l'an dernier. Une aussi forte proportion de Galiciens et autres races qui ne connaissent rien d'institutions libres comme les nôtres, peut

devenir un jour une menace séfieuse pour la société. Pour des gens tirés inopinément de l'état de demi-esclavage dans lequel ils ont toujours vécu, la liberté est apte à dégénérer en licence. Si notre population doit maintenir son niveau élevé de civilisation britannique, avec tout ce que cela implique relativement à l'ordre et la loi, et les aptitudes au gouvernement autonome, il est absolument nécessaire que nous recevions une plus forte proportion d'immigration du Royaume-Uni.

Le 30 mars, je trouve un article de fond intitulé "Immigration", dans lequel je lis :

De temps à autre le "Bulletin" a cherché à faire valoir la cause du citoyen-colon. M. Oliver a fait la même chose dans la Chambre des Communes et ailleurs, et pour cela, le journal de l'ouest s'est fait l'organe du monopole de l'est et, sous la déroque du libéralisme, l'attaque à tout propos et hors de propos, soit qu'il appui ou qu'il combatte le gouvernement dont il est le champion.

Cette invasion de l'ouest par des gens qui ne connaissent rien de droits que confère le titre de citoyen est une grave question pour nous et pour tout le Canada. On dit que les étrangers finiront par s'assimiler aux colons de langue anglaise ; cela est possible en partie et avec beaucoup de temps ; mais en attendant, ce travail d'assimilation est un retard et un fardeau pour ceux avec lesquels on veut les assimiler. Dans le pays d'où ils viennent, ils ont résisté à l'assimilation pendant plusieurs générations. Sur quoi nous basons-nous pour prédire leur rapide assimilation ici, quand on les établit par groupes assez nombreux pour leur assurer tous les moyens de perpétuer leur ancienne manière de vivre ? Cette question est vitale pour la nation canadienne ; elle s'attaque à la base même de l'édifice national, et c'est parce qu'il en saisit l'importance à tous les points de vue que le "Bulletin" a traité cette question dans le sens de vue que le "Bulletin" a traité cette question dans le sens qu'il l'a fait, et continuera à le faire.

M. CLARKE : A qui cela s'adresse-t-il ?

M. PRIOR : Aux Galiciens et aux Doukhoborts qui sont établis dans le voisinage d'Edmonton.

Le 8 juin, il y a un autre article sur l'"Immigration". Il est passablement long, mais je crois devoir le lire, car il est très important :

Les lecteurs du "Bulletin" se rappellent que de temps à autre, ce journal a cru de son devoir de signaler la fausse politique du gouvernement et les mauvais effets de cette politique, au point de vue de ce district, et celui des colons qui l'habitent.

Pour cela, il a été violemment pris à parti par de prétendus organes du gouvernement et discrédité, autant que possible, dans les rapports des fonctionnaires. Mais ce que le "Bulletin" qui était sur les lieux, a vu il y a un an, et que les autres, qui étaient éloignés, n'ont pas vu, et par conséquent n'ont pas cru, est devenu d'une constatation plus facile, maintenant que cette immigration qu'il combattait a pris d'assez grandes proportions pour attirer l'attention, et on constate, un peu malgré soi, que les choses sont telles que rapportées par le "Bulletin." Le départ de deux ou trois mille Galiciens de Hambourg pour le Canada, et la nouvelle que 50,000 devaient les suivre, étaient des événements trop importants pour être ignorés.